



Conclusions de l'atelier régional ouest-africain de Smart Villages

Tayyab Safdar



et les recommandations d'un atelier organisé par l'initiative Smart Villages (Villages intelligents) à Accra, au Ghana, en mai 2016. Cet atelier avait pour objet d'examiner les défis et opportunités que présente la fourniture d'énergie hors réseau en Afrique de l'Ouest.

La sous-exploitation du potentiel de production d'énergie renouvelable en Afrique de l'Ouest a plus d'une cause. On peut classer ces causes comme suit :

En Afrique de l'Ouest, le potentiel des ressources en énergie renouvelable pour la production d'électricité est considérable. Malgré cela, une grande partie de la population de cette région n'a toujours pas accès à l'électricité, reste donc contrainte de recourir à la biomasse en tant que combustible de base et se sert encore de fourneaux rudimentaires pour faire la cuisine. Or la pauvreté énergétique a un impact négatif considérable sur la productivité agricole et la qualité de vie des populations rurales en particulier. Cette note de synthèse, rédigée à l'intention des décideurs, des agences de développement et d'autres parties prenantes des questions d'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest, présente les résultats clés

- Causes économiques : Les investissements initiaux requis sont élevés et il n'y a pas d'intégration régionale à grande échelle. Un problème récurrent qui s'est fait jour lors de cet atelier est le manque d'accès aux financements, entravant les investissements, tant du secteur public que du secteur privé, dans l'amélioration de l'approvisionnement en énergie et dans la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable.
- Causes institutionnelles/politiques : En dépit des beaux discours, de nombreux pays de la région n'ont pas d'objectifs pour ce qui est des énergies renouvelables. L'espace politique ne propose pas de conditions

de concurrence équitables pour les solutions à base d'énergies renouvelables par rapport à celles des technologies en place. Même lorsque des agences nationales ont été créées pour promouvoir ce type de solutions, leur cadre institutionnel et politique reste mal établi. Ces agences nationales ont du reste été dans l'incapacité d'établir et d'appliquer des normes environnementales.

- Causes technologiques et manque de capacités : On manque des compétences requises, particulièrement dans les zones rurales. Il n'y a pas sur place de base industrielle pour les équipements d'énergie renouvelable, ce qui signifie que toutes les composantes doivent être importées. La recherche-développement est en outre inadéquate au niveau local.

Malgré ces contraintes, les progrès accomplis ces dix dernières années dans le secteur de l'électricité hors réseau signifient que l'on dispose de multiples modèles technologiques et commerciaux à appliquer pour la fourniture d'électricité aux communautés hors secteur. L'apparition de ces modèles signifie qu'il est devenu plus facile pour les consommateurs des zones rurales hors réseau de gravir les échelons de l'échelle énergétique. Or pour obtenir une adoption prolongée de solutions énergétiques hors réseau, il faut mettre en place un

mécanisme d'assurance qualité, permettant aux consommateurs d'avoir accès à des produits certifiés. En plus de la qualité des produits, il faut également élaborer et établir des normes de qualité pour l'installation des systèmes solaires autonomes à usage domestique. Il faut aussi mettre en place des programmes qui proposent les formations requises aux installateurs. Le secteur privé doit pour cela établir une bonne relation de travail avec les gouvernements pour mettre en œuvre des programmes de formation et éviter les conflits d'intérêts.

La pénurie des compétences requises pour l'opération et la maintenance des équipements nuit à l'adoption des solutions énergétiques hors réseau. L'accès à des électriciens locaux pour les réparations signifie pour les entreprises privées des coûts d'entretien moins élevés et pour les communautés, une amélioration du revenu et moins de pannes. Il est donc indispensable que les entrepreneurs investissent dans la formation des travailleurs dans les communautés isolées.

Les campagnes de sensibilisation au niveau local et régional peuvent jouer un rôle important pour améliorer les connaissances des consommateurs et le taux d'adoption des solutions hors réseau. L'engagement communautaire a ainsi joué un rôle majeur pour l'adoption des systèmes solaires domestiques dans les zones rurales du Burkina Faso, du Ghana et de certaines régions du Nigeria. Il faut donc montrer les produits aux gens et aider les entrepreneurs à comprendre les communautés locales.

L'accès au financement constitue encore un problème majeur pour l'ensemble de la chaîne de valeur dans la région, freinant le développement des solutions d'énergie hors réseau, tant pour les miniréseaux et

les entreprises domestiques autonomes que pour ceux qui font partie de la chaîne de valeur des fournisseurs améliorés. Les banques ne comprennent pas bien les opportunités et les problèmes que rencontre le secteur de l'énergie hors réseau. Les entreprises privées qui évoluent dans ce secteur doivent donc impérativement élaborer des programmes de formation destinés à conscientiser le personnel des banques et les autres institutions financières. Les gouvernements de l'ensemble de la région ont, eux aussi, un rôle à jouer ici. Ils peuvent contribuer à soutenir le secteur de l'énergie hors réseau en abaissant les taux d'intérêt et en proposant des financements à plus long terme que ceux des organisations privées qui opèrent à court terme. Quant aux communautés locales, elles peuvent elles aussi contribuer à cet effort en fournissant la main-d'œuvre requise sous forme de « capital sueur » (apport en travail). Elles peuvent en profiter pour devenir propriétaires de projets d'énergie hors réseau, ce qui peut avoir un impact positif sur la durabilité à long terme de ces projets.

Les facilités de crédit sont extrêmement importantes pour faire face au manque de capitaux dans les zones rurales. Les institutions de microfinance ont un rôle à jouer lorsqu'il s'agit d'aider les consommateurs, particulièrement ceux qui se trouvent tout en bas de la pyramide sociale, à financer les systèmes autonomes ; pourtant le soutien de ces institutions ne s'est pas encore manifesté. Les entrepreneurs privés, pour leur part, doivent élaborer des projets susceptibles de réussir et correspondant aux critères de crédit des banques et autres institutions financières. Quant aux organisations multilatérales de financement, elles peuvent fournir à ces entrepreneurs l'assistance technique requise pour élaborer de projets susceptibles de réussir.

Pour disposer de produits de qualité, il faut mettre en place un réseau de distribution efficace ainsi qu'une chaîne de valeur, qui fait souvent défaut. Quant aux gouvernements, ils doivent comprendre et reconnaître l'importance des technologies énergétiques hors réseau pour améliorer la vie dans les zones rurales. Ils doivent supprimer les obstacles politiques qui font que les consommateurs des villages n'ont pas accès aux technologies énergétiques hors réseau. Dans nombre de pays, le secteur privé domestique manque souvent des compétences requises pour élaborer des modèles commerciaux efficaces sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Cela montre l'importance des programmes de formation mis en œuvre par les organisations multilatérales pour développer les compétences du secteur privé au niveau local.

Dans le cas des miniréseaux, plusieurs autres facteurs influencent les décisions des investisseurs potentiels. Il existe différentes stratégies d'atténuation des risques dans ces cas, mais ces risques découragent souvent les investisseurs potentiels. Parmi les problèmes rencontrés par ceux qui mettent en place des miniréseaux, citons les suivants :

- Les investisseurs potentiels ne savent pas quand les décideurs politiques vont étendre le réseau national aux régions où des miniréseaux ont été mis en place.
- Il y a un risque généralisé au niveau réglementaire puisque les gouvernements régionaux n'ont souvent pas mis en place les cadres réglementaires et légaux requis et que même lorsqu'il existe des règlements nationaux ou locaux, ils ne sont pas appliqués.
- L'accès aux terres requises pour les projets de moyenne

dimension peut être problématique.

- La bureaucratie et le manque de soutiens politiques constituent également des obstacles puisque l'ingérence politique peut avoir des effets négatifs considérables sur le marché.
- Les problèmes techniques dus au manque de personnel technique local se font aussi ressentir puisque le fonctionnement des miniréseaux requiert un meilleur niveau d'éducation et de formation technique que les systèmes autonomes.
- Il faut mettre en place des tarifs qui soient abordables pour les ruraux tout en assurant la viabilité économique du projet.

L'accès à l'électricité est sans doute important, mais la fourniture de niveaux de base d'électricité est peu susceptible d'entraîner une amélioration marquée de la vie des habitants des zones rurales. Il faut donc que les interventions visant à améliorer l'accès à l'électricité s'accompagnent d'une utilisation productive de l'énergie pour améliorer les revenus et les moyens de subsistance. Ces

interventions doivent aussi mettre en lumière certains des investissements complémentaires requis pour créer des emplois dans les zones rurales. Les entreprises rurales peuvent soit faire partie du secteur agricole, soit de l'économie rurale non-agricole. L'accès à l'énergie peut avoir un impact sur la productivité locale, surtout agricole, ce qui a des répercussions sur l'économie en général puisque l'amélioration des revenus permet aux gens de contribuer au développement des zones rurales. Un accès amélioré à l'énergie permet aux communautés d'accéder à une plus grande part de la chaîne de valeur agricole. L'accès à un bon approvisionnement en électricité peut du reste avoir un impact sur la rentabilité des entreprises rurales. Les entreprises locales sont souvent d'accord de payer plus cher leur électricité, mais il faut absolument pouvoir leur fournir un approvisionnement ininterrompu en énergie.

La pauvreté énergétique de la région a un aspect nettement sexospécifique puisqu'une majorité des personnes touchées sont des femmes et des enfants. Dans le cas des initiatives visant à améliorer l'accès à l'énergie, il est essentiel de s'assurer

de la participation des femmes et de les encourager à assumer des responsabilités à tous les niveaux. Les efforts entrepris se concentrent sur l'électricité, mais le manque d'accès à des fourneaux améliorés constitue un problème majeur pour les femmes des zones rurales en particulier. Dans le cas des initiatives visant à promouvoir d'adoption de ces fourneaux améliorés, il est essentiel de s'assurer de la participation des femmes au niveau local au stade de la conception puisque ce sont surtout elles qui, parmi les membres de la famille, utilisent les fourneaux. Les femmes peuvent profiter de la grande confiance dont elles jouissent au sein de leur communauté pour vanter les effets positifs des fourneaux améliorés et mobiliser le soutien des populations aux produits qui améliorent l'accès à l'énergie. Les projets qui visent à améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales doivent faire appel à la collaboration des femmes et promouvoir leur participation aux microentreprises et petites entreprises. Les femmes peuvent en effet jouer un rôle majeur dans la chaîne d'approvisionnement correspondante.

Remarques

L'initiative Smart Villages vise à fournir aux décideurs politiques, aux bailleurs de fonds, et aux agences du développement qui s'intéressent à l'accès énergétique rural, de nouvelles perspectives concernant les obstacles réels à l'accès énergétique des villages dans les pays en développement – qui sont d'ordre technologique, financier et politique – et sur la manière de surmonter ces obstacles.

Nous avons choisi de nous intéresser de près aux villages isolés hors réseau, où des solutions locales (systèmes et mini-réseaux domestiques ou institutionnels) sont à la fois plus réalistes et moins coûteuses que l'extension du réseau national. Notre souci est de veiller à ce que l'accès énergétique entraîne le développement et la création de « villages intelligents » au sein desquels un grand nombre des avantages de la vie des sociétés modernes deviennent disponibles aux communautés rurales.

www.e4sv.org | info@e4sv.org | [@e4SmartVillages](https://twitter.com/e4SmartVillages)

CMEDT – Smart Villages Initiative, c/o Trinity College, Cambridge, CB2 1TQ

© Smart Villages 2016

L'initiative Smart Villages est financée par le Cambridge Malaysian Education and Development Trust (CMEDT) et par l'intermédiaire d'une subvention de Templeton World Charity Foundation (TWCF). Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de Templeton World Charity Foundation, de Cambridge Malaysian Education and Development Trust, de la Smart Villages Initiative ou de Banson.

Cette publication pourra être reproduite en partie ou en intégralité à des fins éducatives ou non commerciales autres.